



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 05/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC

ZI de Mézaubert
35133 Javené

Références : LA/FD/E/2023-286
Code AIOT : 0005501979

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement CHIMIREC implanté ZA de Pontivy - Le Sourn - 56300 Pontivy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC
- ZA de Pontivy - Le Sourn - 56300 Pontivy
- Code AIOT : 0005501979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CHIMIREC à Pontivy est constitué d'un centre de transit pour les huiles usagées. Cet établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 septembre 1986.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 5.3.	/	Sans objet
3	Contrôle périodique des cuves	Arrêté Préfectoral du 29/09/1986, article 2.6.1.	/	Sans objet
5	Autosurveillance	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 6.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Séparation des déchets	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 4.2.	/	Sans objet
4	Transports	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 4.6.	/	Sans objet
6	Transmissions des résultats de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 6.5.	/	Sans objet
7	Installations électriques	AP Complémentaire du 26/04/2016, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu principal que représente l'établissement CHIMIREC à Pontivy est le risque de pollution des sols et du milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : 4.2 Séparation des déchets L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement. Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement. Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage. Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du code de l'environnement. ...
Constats : Les déchets sont bien séparés suivant la nature et placés dans les contenants appropriés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, vanne d'obturation des eaux pluviales
Prescription contrôlée : ... L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...). ...
Constats :

<p>Toutes les eaux pluviales susceptibles d'être polluées dont celles de la rétention passent par la vanne de rétention (vanne d'obturation 1/4 de tour) située en amont du séparateur/déshuileur avant le rejet au milieu naturel.</p> <p>Selon la consigne de sécurité affichée sur un panneau devant la rétention, la vanne de rétention est normalement ouverte (sauf durant les phases de chargement et déchargement des cuves d'huiles usagées). Or, le jour de l'inspection, la vanne d'obturation était fermée et non dans sa position normalement ouverte.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle périodique des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1986, article 2.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des cuves
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède ou fait procéder à 2 à 4 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique décennale avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de l'inspection les 2 derniers contrôles décennaux des épreuves hydrauliques des cuves.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transports

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, registre entrant / sortant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre informatique notifiant tous les mouvements de transit d'huiles usagées (entrants- sortants). Le registre informatique est présenté sous format Excel.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre pour les années 2022 et 2023. Le registre est complet et dûment renseigné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, auto surveillance rejets aqueux
Prescription contrôlée : Périodicité de la mesure : 2 fois par an Paramètres : <ul style="list-style-type: none">- débit- température- pH- MES- hydrocarbures totaux- demande chimique en oxygène (DCO) Les mesures sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. ...
Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'analyse pour les années 2021, 2022 et 2023. La périodicité 2x/an est respectée sauf pour l'année 2022 (1 seule analyse le 06/10/2022). Le manque de régularité des analyses a déjà été constaté en 2020 lors de la dernière inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Transmissions des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 6.5.
Thème(s) : Risques chroniques, transmissions des résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et conformément à l'article 6.3, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite, au minimum, de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 6.2, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.
Constats : L'autosurveillance des eaux pluviales est renseignée régulièrement sur GIDAF. L'exploitant a présenté à l'inspection, le jour de la visite, tous les contrôles effectués sur le site pour les années 2021, 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2016, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques incendie ou d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports des années 2022 et 2023 d'un organisme agréé pour le contrôle des installations électriques. Les installations électriques sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

